

L'académie des ressources humaines CGEA lancée

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4513 - Mercredi 27 juin 2018 - Prix : 10 DA

Tamanrasset

Reddition de trois terroristes aux autorités militaires

Page 24

Restitution des crânes de chouhada conservés en France

Création d'une commission algérienne pour l'identification

Page 3

Said Djellab à propos de la stratégie nationale à l'export

La feuille de route sur la table du gouvernement en septembre

«La feuille de route portant sur la stratégie nationale à l'export sera présentée en septembre prochain au gouvernement». C'est en tout cas ce qu'a annoncé hier Said Djellab, ministre du Commerce, animant un point de presse à l'issue de l'ouverture de la 4^e session portant sur le projet d'élaboration d'une Stratégie nationale à l'export organisée au siège d'Algex.

Lire page 3



PH/DR

Lakhdar Rekhroukh :

Cosider veut se positionner sur le marché international

Page 4

Symposium international des arts plastiques à Khenchela

Des toiles d'amour et de paix exposées au public

Page 13

Pour booster le recrutement de jeunes au sein des PME

L'académie des ressources humaines CGEA lancée

■ L'Académie des ressources humaines (RH-CGEA), a été lancée lundi soir par la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT). Elle assure des formations aux chefs des PME, pour les inciter à recruter davantage et à encourager l'employabilité des jeunes.



Par Louiza Ait Ramdane

La mise en place de cette académie, opérationnelle depuis le début de l'année, est une première en Algérie. Elle ne va sans doute pas manquer de générer un impact considérable sur le monde de l'entreprise et l'environnement du travail en accroissant la qualité. « Cette académie vise à accompagner les entreprises à travers des formations de qualité sur le management et la gestion des ressources

humaines en tenant compte des contraintes aussi bien internes qu'externes de sorte à assurer un environnement de travail agréable aux employés et un fonctionnement rationnel de l'entreprise », a déclaré Saïda Neghza, présidente de la CGEA. Des formations ont été réalisées dans le cadre de cette académie, avec comme axes principaux la réglementation régissant le monde du travail et l'entreprise et la gestion des ressources humaines. Cette session a porté sur cinq séances au profit des

membres de la C.G.E.A, notamment des chefs d'entreprises et des gestionnaires des ressources humaines.

Cette académie est « le fruit des efforts continus de coopération entre le CGEA et l'Organisation internationale du travail (OIT) », dira la présidente de CGEA. Aussi, elle s'inscrit, poursuivra-t-elle, dans le cadre d'un projet de recrutement de l'université au monde du travail, lancé en septembre 2016 et qui se poursuit jusqu'au mois de mars 2019, dont le financement a été assuré par le Royaume-Uni avec la participation des ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de la Formation et de l'Enseignement professionnels et du Travail et de l'Emploi et de la Sécurité sociale. À compter du 31 mars 2019, la gestion de l'Académie reviendra « entièrement » à la CGEA. La présidente de la CGEA a fait savoir également que l'objectif de cette académie était de « sensibiliser le patronat et les directeurs des ressources humaines (DRH) aux bonnes pratiques en matière de

GRH au sein des entreprises algériennes en vue d'assurer les conditions de travail propices mais pour être également au diapason des développements scientifiques et des nouvelles méthodes administratives permettant aux compagnies l'amélioration de la qualité et de l'aptitude concurrentielle tout en augmentant la production dans le cadre du dialogue social ».

Le lancement de ce projet, pour rappel, a été précédé par deux sessions de formation sur le premier cycle développé en « Management stratégique de la ressource humaine », tenues durant le premier trimestre de l'année en cours, respectivement à Alger et Oran, et ce, au profit de 74 chefs d'entreprise et directeurs des ressources humaines.

Le premier cycle de l'Académie sera complété cette année par deux autres cycles, à savoir ceux sur « Le dialogue social, santé et sécurité au travail » et « Les compétences managérielles des ressources humaines », tenant compte de la dimension transversale du droit du travail, de la non-discrimination

et de la promotion à l'insertion des jeunes, est-il détaillé.

Il est prévu, par ailleurs, le lancement de six autres sessions de formation au profit de candidats issus d'autres régions du pays, notamment de l'Est et du Sud, et qui seront ouvertes aux entreprises privées et publiques, ainsi qu'aux autres organisations patronales, informe-t-on encore. Dans une allocution prononcée à cette occasion, l'ambassadeur du Royaume-Uni à Alger, Barry Lowen, a affirmé que ce projet contribuera à « l'insertion professionnelle des diplômés et au soutien des entreprises algériennes pour leur permettre d'encadrer leurs ressources humaines à même de promouvoir leurs qualifications en vue de diversifier l'économie nationale ».

Cette rencontre a vu la remise des diplômes aux participants du premier cycle, en présence d'une centaine d'invités (représentants des différents ministères, chefs d'entreprise, directeurs des ressources humaines, présidents d'organisations patronales et représentants d'agences onusiennes). L. A. R.

Gel de la grève des médecins résidents

Hadjar : « Les portes du dialogue sur les questions pédagogiques » restent ouvertes

S aluant la décision des médecins résidents en faveur d'une reprise du travail après 8 mois de grève, Tahar Hadjar, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a assuré que « dans le cadre du respect des lois, les portes du dialogue sur les questions pédagogiques demeurent ouvertes ».

En effet, en marge de la présentation du projet de loi organique relatif à l'Académie algérienne de langue amazighe, le ministre a salué la décision du Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra) de geler leur mouvement de protestation et de reprendre leurs activités à partir de dimanche dernier. A ce sujet, il a soutenu que « les portes du dialogue demeurent ouvertes pour se concerter sur les questions pédagogiques qui relèvent des prérogatives du ministère ». Après avoir souligné que la reprise du travail « ne s'oppose pas à leurs revendications », Hadjar a réaffirmé que « le dialogue n'a pas été interrompu avec les représentants des médecins », tout en rappelant, à cette occasion, que le ministère a tenu plus de 17 rencontres avec eux pour examiner les revendications sou-

levées. Il a fait savoir à ce propos que les portes des ministères et de l'Enseignement supérieur et de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, demeureront ouvertes mais « dans le cadre du respect des lois ». Le Bureau du Camra avait décidé vendredi dernier de geler le mouvement de contestation et de reprendre le travail, à compter du dimanche 24 juin, en réponse à la volonté de l'assemblée générale qui a voté en faveur du retour au travail, seule condition du ministère de la Santé en contrepartie du dialogue. Les revendications des médecins résidents, en grève depuis le 14 novembre, portent essentiellement sur l'annulation du caractère obligatoire du service civil, la dispense du service national, la garantie d'une meilleure formation pédagogique et la révision des statuts. Concernant les épreuves finales de spécialité, le ministre de l'Enseignement supérieur a indiqué que les médecins résidents qui renonceraient volontairement à la session de rattrapage prévue entre le 1 et 19 juillet, sont considérés comme exclus. Le ministère avait programmé une session de rattrapage pour passer l'examen de fin de spécialité en faveur des

médecins résidents ayant boycotté la session normale qui coïncidait avec le mouvement de protestation. Le ministère a fixé la période allant entre le 17 et 24 juin en cours pour s'inscrire aux examens et informé les étudiants ayant raté la session normale de la possibilité de s'inscrire à celle du rattrapage. Pour rappel, suite à la décision du Camra prise vendredi dernier, l'activité a été reprise dans les 10 établissements hospitaliers universitaires (EHU) du pays, a précisé le délégué du Camra, le D' Nazim Soualili. « Cette décision intervient après que le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a conditionné la reprise du dialogue par la poursuite de toutes les activités hospitalières du corps médical sans exception », a-t-il affirmé, souhaitant que « le ministère tiendra sa promesse et reprendra le dialogue et la consultation en vue de répondre aux revendications restantes ». « Le corps demeure mobilisé derrière le Camra pour défendre ses revendications légitimes », estime le D' Soualili, appelant les ministères de tutelle (la Santé et l'Enseignement supérieur) à honorer leurs engagements.

Thininene Khouchi

Agriculture

Plus de 1,2 million de quintaux d'ail produit en 2017

LA PRODUCTION de la filière ail a été de plus de 1,2 million de quintaux (qx) en 2017 avec un rendement de 124,6 qx/hectare, a indiqué hier le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche dans un communiqué.

Les wilayas potentielles en matière de production de l'ail sont Mila, Batna, Biskra, El Oued, Skikda, M'sila, Médéa, Tizi Ouzou, Boumerdès, Ouargla, Guelma, Constantine et Oum El Bouaghi. S'agissant des exportations, la quantité globale d'ail exportée a été de 252,34 tonnes en 2017. Les exportations de l'ail de consommation ont été destinées, en 2017, vers l'Arabie saoudite, Canada, Emirats arabes unis, Espagne, France, Koweït, Qatar et Tunisie. En 2017, il y a eu également l'exportation de la semence d'ail vers les Emirats arabes unis, précise la même source. Concernant la production de la filière oignon, elle s'est établie à 14,2 millions de qx en 2017 avec un rendement de 294,1 qx/ha. Les wilayas potentielles en matière de production de l'oignon sont Mascara avec une production de 2,1 millions qx, Tiaret avec 2,06 millions qx, et Skikda avec 1,12 million qx, a détaillé le communiqué. Par ailleurs, l'assemblée générale électorale des producteurs des cultures maraichères a élu lundi dernier Hansali Boudjemaa comme président du conseil interprofessionnel des filières ail et oignon. Après son élection, M. Hansali s'est engagé à travailler avec tous les acteurs de la filière à travers l'accompagnement des agriculteurs et la prise en charge de leurs préoccupations. Il a indiqué que le conseil national interprofessionnel des filières ail et oignon est appelé à jouer un rôle moteur et constitue un espace de communication et de concertation entre la profession et les pouvoirs publics. Ce conseil aura pour tâche de collecter les données nécessaires à l'élaboration d'une feuille de route devant guider l'activité des filières ail et oignon. Cette assemblée générale électorale s'est tenue suite aux recommandations issues des assises nationales de l'Agriculture liées aux organisations professionnelles et interprofessionnelles des filières agricoles tenues en avril dernier à Alger.

Maïssa B.

Said Djellab à propos de la stratégie nationale à l'export

La feuille de route sur la table du gouvernement en septembre

■ «La feuille de route portant sur la stratégie nationale à l'export sera présentée en septembre prochain au gouvernement». C'est en tout cas ce qu'a annoncé hier Said Djellab, ministre du Commerce, animant un point de presse à l'issue de l'ouverture de la 4^e session portant sur le projet d'élaboration d'une Stratégie nationale à l'export organisée au siège d'Algex.

Par Lynda Naili

«**L**a feuille de route portant sur la stratégie nationale à l'export sera présentée en septembre prochain au gouvernement pour le lancement de la stratégie nationale des exportations en 2019». Laquelle stratégie devra s'étaler à horizon 2023, date à laquelle sera présenté un bilan de ladite stratégie, selon le ministre du Commerce. Précisant à ce sujet qu'au mois de juillet prochain les groupes de travail se pencheront sur les modalités et les mécanismes de mise en fonction de cette stratégie dont l'objectif est de sortir de la dépendance des hydrocarbures. Par ailleurs, relevant que cette 4^e session des consultations lancées avec l'ensemble des intervenants et acteurs concernés par l'acte d'exporter en vue d'élaboration d'une Stratégie nationale à l'export, il dira que «l'objectif est d'aboutir à une cartographie relevant les contraintes rencontrées par les opérateurs lors de leurs opérations d'exportation». Djellab a par ailleurs rappelé que la feuille de route de la stratégie nationale des exportations devra aussi comprendre l'amélioration du climat des affaires pour attirer l'investissement et renforcer la compétitivité des entreprises et les aider à intégrer les chaînes de valeur mondiales, le renforcement des capacités et de la qualité de gestion des entreprises orientées vers l'export, ainsi que l'encouragement d'un commerce extérieur dans le cadre du développement durable et la justice sociale.

Vers une procédure d'encadrement pour dissuader les «exportateurs opportunistes»

En outre, interrogé sur les produits agricoles exportés et refoulés, Said Djellab indiquera qu'afin de mettre un terme aux «exportateurs opportunistes», désormais «les exportateurs devront être accompagnés et encadrés» pour s'assurer du respect de l'ensemble des procédures exigées à l'export tels que les certificats phytosanitaires. Et d'annoncer à ce sujet l'élaboration prochaine d'une procédure encadrant les exportations des fruits et légumes. Une procédure qui, dira-t-il devra faire que «le produit soit exportable» et que «l'image de l'Algérie soit sauvegardée». En outre, soulignant qu'un agriculteur ne pouvait s'improviser en exportateur, il estimera que le dossier de la grande distribution actuellement à l'étude viendra

résoudre une grande partie de ce problème à l'export. Une plateforme logistique sera prochainement instaurée afin de permettre à chaque exportateur de trouver le produit recherché pour l'exportation. La grande distribution facilitera aussi le contact entre les réseaux de distributions à l'étranger, notamment en Europe et les producteurs algériens. Autre solution proposée par le ministre du Commerce, dans le cadre de cette stratégie nationale des exportations, concerne l'impératif de disposer d'un quai exclusivement dédié aux exportations au niveau des ports potentiellement prêts pour les opérations d'export.

Une enquête ouverte sur les prix des véhicules

Répondant à une journaliste sur les prix des véhicules qui restent élevés malgré l'annulation de la TVA, il répondra que «la question de la transparence de la structure du coût des véhicules est prise en charge par son département qui a engagé une enquête auprès de tous les constructeurs». Soulignant à ce propos que cette enquête touche à sa «phase finale», suite à quoi il sera «statué sur la question des prix de vente des véhicules».

«Le DAPS, instrument durable et transparent»

Questionné sur le droit addi-



tionnel provisoire de sauvegarde (DAPS), Djellab estimera que c'est «l'instrument durable et transparent qui touchera tous les produits interdits à l'importation». Ce dernier qui prévoit une taxe jusqu'à 200%, ajoutera-t-il, cible essentiellement trois objectifs, à savoir «décourager toute importation des produits finis non indispensables sur le marché

national, protéger la production nationale menacée par les importations, et également protéger l'industrie naissante et tout produit nouveau». «C'est un message clair aussi bien aux partenaires étrangers qu'aux opérateurs économiques nationaux quant au développement et à la diversification de l'industrie nationale», a-t-il ajouté, avant d'an-

noncer qu'«une fois la loi de finances complémentaire 2018 promulguée, nous allons travailler avec les associations professionnelles qui seront invitées dans le cadre de la commission nationale de sauvegarde, à travailler sur les modalités d'imposition du taux des produits à protéger».

L. N.

Restitution des crânes de chouchada conservés en France

Création d'une commission algérienne pour l'identification

Le dossier de restitution des crânes de Chouchada se trouvant au musée de l'homme de Paris en France est sur la bonne voie. A cet effet, le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni a annoncé à partir de Saïda la création d'une commission algérienne pour l'identification. Lors d'un point de presse organisé en marge de sa visite dans la wilaya, le ministre a souligné qu'une commission algérienne composée de représentants des ministères des Moudjahidine, des Affaires étrangères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et d'Algériens résidant à l'étranger a été créée à cet effet. Tayeb Zitouni a indiqué que les crânes de chouchada Algériens conservés en France seront restitués après leur identification définitive, affirmant que son département ministériel recense l'identification de 31 chouchada algériens reconnus par leurs crânes se trouvant en France, soulignant que 56 % des citoyens français ignorent l'histoire des crânes de martyrs algériens en France remontant à plus d'un siècle et demi. Le ministre a ajouté que

cette affaire a levé le voile sur la réalité du colonisateur français et ses crimes abominables, exprimant sa réprobation quant à la manière d'exécution de ces chouchada dont les têtes ont été coupées et leurs crânes déposés au musée de Paris. Le traitement des dossiers de 2 200 Algériens disparus dans les casernes militaires françaises, la restitution de l'archive algérienne et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires dans le Sud algérien avance bien dans le cadre des négociations entre l'Algérie et la France, a souligné Tayeb Zitouni, ajoutant que «l'Etat algérien œuvre, à travers des négociations permanentes, avec la partie française à traiter ces dossiers compliqués et sensibles». Par ailleurs, le ministre a affirmé que son département œuvre à améliorer les conditions sociales, psychologiques et sanitaires des moudjahidine et des ayants droit. Dans ce cadre, il a cité les efforts de réalisation de centres de repos au profit des moudjahidine, en plus des pensions dont ils bénéficient. Le ministre s'est rendu, dans le cadre de sa visite dans la wilaya, au carré des chouchada de Saïda où il s'est recueilli à leur mémoire et a également inspecté les travaux de restauration et d'aménagement de 364 tombes, insis-

tant sur leur accélération. Tayeb Zitouni a également procédé à la dénomination de la cité de logements location-vente de la ville de Saïda au nom de cité de l'ALN (Armée de Libération nationale), après avoir écouté les explications du wali de Saïda, Seif El Islam Louh, qui a annoncé l'attribution de 484 logements sur un total de 1.900 en cours de réalisation, le 5 juillet prochain, à leurs bénéficiaires. Au centre de repos des moudjahidine de la commune de Ouled Khaled, le ministre a reçu des explications sur le raccordement de cette structure à un forage permettant de fournir 700 mètres cubes d'eau/jour destinés à la cure. Cette opération a nécessité une enveloppe de 3 millions DA. En outre, le ministre a présidé, au musée régional de Saïda, une cérémonie de signature d'un accord de coopération entre les Directions des moudjahidine et de l'action sociale et de la solidarité portant sur le volet social et des visites aux sites historiques. Tayeb Zitouni a tenu une réunion avec la famille révolutionnaire et la société civile et a suivi une conférence sur la bataille de Hassi Labiodh de Saïda lors de la glorieuse guerre de libération nationale où 27 martyrs sont tombés au champ d'honneur. Meriem Benchaoua

Lakhdar Rekhroukh :

Cosider veut se positionner sur le marché international

■ Le groupe public Cosider (bâtiment et travaux publics) mise sur la diversification de ses activités afin de pérenniser ses résultats en constante croissance ces dernières années, a indiqué son P-DG, Lakhdar Rekhroukh.

Par El Hadi K.

« **L**e groupe se doit de se projeter dans l'avenir pour assurer sa pérennité en investissant d'autres créneaux proches de ses activités traditionnelles afin de maintenir ses performances économiques et son objectif de création d'emplois », a déclaré M. Rekhroukh lors d'une cérémonie organisée, lundi soir à Alger, pour la présentation du bilan de Cosider, en présence des ministres, respectivement, des Ressources en eau, Hocine Necib, et de l'Agriculture, du Développement rural et de la pêche, Abdelkader Bouazghi. Il s'agit notamment de réinvestir le secteur de l'agriculture par la création de sa nouvelle filiale «Agrico», spécialisée dans le développement des activités agricoles telles que les céréales, l'aliment de bétail et l'oléiculture, selon M. Rekhroukh. Des concessions de parcelles de terrain attribuées au niveau de la wilaya de Khenchla de 17 000 hectares (ha) sont en cours de préparation sur la base d'études d'aménagement et d'opportunité de mise en valeur de l'exploitation menées par le bureau d'études public Bneder. D'autres concessions de parcelles sont en cours de négociations au niveau des wilayas d'El Oued, Biskra et d'Adrar, a ajouté le P-DG, soulignant que son groupe ambitionnait d'atteindre à terme une superficie d'environ 100 000 à 150 000 ha dédiés à l'activité agricole avec des productions variées de céréales, d'olives et ses dérivés, d'aliments de bétail, d'élevage et de production de lait. En outre, Cosider a bénéficié, en 2017, suite au redéploiement des fermes agricoles pilotes décidé par le Conseil des participations de l'Etat (CPE), d'une participation à hauteur de 70% dans la société «Cazda», filiale du groupe

«Agrolog» qui possède une ferme à Biskra d'une superficie de 8 000 ha. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un partenariat qui prévoit également la mise à disposition de deux autres fermes, respectivement dans les régions de Laghouat et Djelfa.

Par ailleurs, Cosider envisage de lancer des investissements dans le secteur des énergies renouvelables afin de «contribuer activement au programme mis en place par le gouvernement pour développer la production des énergies propres», selon le premier responsable du groupe. Concernant le secteur de la construction, Cosider compte créer une usine de charpentes métalliques et une autre pour la production de tuyaux en fonte ductile d'une capacité de 100 000 tonnes/an. Les produits de ces unités permettront d'augmenter les plus-values dans les projets de construction et dans les installations de réseaux de transfert des eaux, explique M. Rekhroukh, soulignant qu'une partie de cette production sera destinée à l'exportation. Il est aussi prévu de développer la production de la pierre ornementale, de granit et de marbre, à travers l'exploitation, par la filiale Cosider Carrières, de gisement de haute qualité situés dans le Sud du pays (Tamanrasset) et à l'Ouest (Tlemcen).

Cosider demande le soutien de l'Etat pour se positionner à l'international

Evoquant les perspectives du développement de Cosider, M. Rekhroukh a affiché l'ambition du groupe de se positionner sur le marché international, notamment en Afrique. «Nous considérons aussi que le capital expérience acquis et le potentiel de moyens investis nous augurent des perspectives à inscrire au-delà de nos frontières. Il y a

certes de grands espaces à conquérir notamment en Afrique subsaharienne et au Maghreb», a-t-il noté. «Nous sommes une entité économique et demain le travail à l'international comptera probablement parmi les principales sources de revenus en devises pour notre pays», avance-t-il. Pour ce faire, M. Rekhroukh a appelé les autorités à la mise en place de procédures et de supports appropriés afin de couvrir les entreprises publiques pour ce type d'interventions.

Un chiffre d'affaires en hausse de 5% en 2017

S'agissant des résultats financiers de l'année 2017, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 171 milliards (mds) de DA, en hausse de 5% par rapport à celui de l'année précédente qui s'était établi à 163 milliards de DA, selon son P-DG. Le chiffre d'affaires a ainsi atteint 110% des prévisions du groupe pour l'année 2017. Ainsi, Cosider a poursuivi l'amélioration de ses résultats, en réalisant un bénéfice net de l'ordre de 25 mds DA avec une contribution de 8,8 mds DA aux recettes fiscales nationales. En parallèle, le plan de charge du groupe, c'est-à-dire la valeur globale des marchés qui lui sont confiés, a avoisiné les 425 mds DA à fin 2017, ce qui correspond à 30 mois d'activités.

Les Travaux publics et Transports à hauteur de 41% du plan de charge du groupe

Par secteurs d'activité, le plan de charge du groupe Cosider reste dominé par les Travaux publics et Transports à hauteur de 41% de la globalité de commandes, soit 175 mds DA. Le secteur de l'Habitat vient en deuxième position avec 95 mds DA (22%) suivi de l'Energie avec



55 mds DA (13%). Toutefois, M. Rekhroukh a souligné que «durant l'année 2017, le cumul des contraintes avait réduit considérablement le champ d'action des entreprises économiques du fait de la réduction des projets de développement», suite aux restrictions des finances publiques qui ont imposé une rétrécissement de la commande publique, un climat d'incertitude pesant sur la poursuite de certains projets déjà lancés, l'annulation ou le gel de projets en cours de lancement, ainsi que des lenteurs dans la prise de décisions liées aux expropriations nécessaires aux projets. «Les difficultés économiques actuelles, si elle s'inscrivent dans la durée, un impact de déclin sera fatal pour tous les acquis de l'entreprise», a-t-il averti. «Il nous

appartient, en conséquence, d'être imaginatifs et de faire preuve d'initiative pour réunir les moyens appropriés visant à la préservation et la consolidation de ce qui constitue l'épine dorsale du groupe et d'entreprendre des initiatives pour investir d'autres créneaux en rapport avec notre ingénierie et notre savoir-faire», note M. Rekhroukh qui est également le président de l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP). En outre, il a mis aussi l'accent sur l'importance de la mobilisation dans le travail, de l'optimisation des charges ainsi que le suivi rigoureux de la trésorerie et celui du recouvrement des sommes dues avoisinant les 121 mds, dont 59 mds DA de créances et 62 mds DA de production stockées. **E. H. K.**

Mohamed Kheddami, directeur à l'Institut algérien de normalisation (IANOR) :

«Le respect de la norme, un commencement du respect de la réglementation»

« **L**e respect de la norme peut être reconnu comme un commencement de preuve du respect de la réglementation. Un produit, conçu selon les spécifications d'une norme, est présumé satisfaire à la réglementation si celle-ci le prévoit ». C'est ce qu'a estimé Mohamed Kheddami, directeur à l'Institut algérien de normalisation (IANOR).

L'objectif étant de sensibiliser les diverses parties prenantes à l'importance des normes désormais document de référence, une journée de formation tenue sous le thème «Les bonnes pratiques réglementaires et analyse d'impacts sur la réglementation» a été organisée à Alger, au profit de représentants de différents départements ministériels, institutions et opérateurs économiques.

En marge de cette rencontre, inscrite

dans le cadre du projet MENASTAR, Mohamed Kheddami, directeur à l'Institut algérien de normalisation (IANOR), a souligné, en effet, l'intérêt multidimensionnel du processus de normalisation. «Le respect de la norme peut être reconnu comme un commencement de preuve du respect de la réglementation. Un produit, conçu selon les spécifications d'une norme, est présumé satisfaire à la réglementation si celle-ci le prévoit», a-t-il assuré à ce propos. Un intérêt qui se traduit, argumentera-t-il, notamment «pour assurer la sécurité, la santé, la protection de l'environnement ou la loyauté des transactions». Certes ces aspects, poursuivra-t-il, peuvent être une exigence de «l'Etat qui peut imposer le respect d'obligations spécifiques liées aux performances, méthodes de fabrication ou d'analyse,

compositions, conditions de conservation, de stockage, d'étiquetage, conditions d'élimination...», mais «parallèlement, les acteurs économiques, et plus largement les parties prenantes, peuvent élaborer volontairement des règles pour faciliter les échanges. Ainsi, règles facultatives et réglementation peuvent simplement coexister», a-t-il affirmé. Et pour cause, selon lui, «énonçant des solutions à des problèmes techniques et commerciaux concernant les produits, biens, processus et services, qui se posent de façon répétée dans des relations entre les partenaires économiques, scientifiques, techniques et sociaux et autres représentants des intérêts sociétaux», les normes sont aujourd'hui plus que jamais un outil de gestion incontournable de bonne pratique organisationnelle et réglementaire.

Certes, «le recours aux normes dans la réglementation n'est en rien obligatoire», dira-t-il, toutefois «les motifs conduisant à la recherche d'une complémentarité entre le corpus réglementaire et les normes techniques sont variés», et ce, dans la mesure où «la référence aux normes dans la réglementation peut aider les administrations à traiter des contraintes techniques nécessaires pour atteindre les finalités d'intérêt général relevant de leur compétence». En effet, «des normes peuvent être référencées dans la réglementation afin d'en simplifier le contenu, de faciliter ou d'alléger certains contrôles dont les autorités publiques ont la charge, d'appuyer la mise en œuvre de politiques publiques et d'aider au respect d'engagements internationaux», expliquera-t-il.

Lynda Naili

Pétrole

Le Brent à plus de 75 dollars à Londres

■ Les prix du pétrole montaient hier en cours d'échanges européens, au lendemain d'une baisse, alors que des inquiétudes émergent quant au niveau de l'offre en juillet, mois de forte consommation.

Par Assia D.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 75,08 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 35 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance prenait 16 cents à 68,24 dollars. La hausse des cours s'explique par le fait que le marché «pourrait bien être serré en juillet», a souligné Bjarne Schieldrop, analyste pour SEB. Selon lui, si la Russie, l'Arabie saoudite et quelques autres producteurs vont accroître leur production, «cela sera cependant largement absorbé par l'augmentation de la demande» due aux départs en vacances. De plus, «nous avons perdu 350 000 barils par jour au Canada et 400 000 blj en Libye alors même que la production vénézuélienne continue de décliner», a-t-il ajouté. En Libye, il a été annoncé la reprise à des groupes armés le contrôle de quatre terminaux pétroliers du Croissant pétrolier, par lesquels l'essentiel du pétrole libyen est acheminé vers l'étranger. La compagnie nationale de pétrole (NOC) basée à Tripoli, de son côté, a répondu que toute exportation de la part des autorités

parallèles serait «illégal». Au Canada, la production de la mine de sables bitumineux Syncrude a été interrompue il y a quelques jours du fait d'une panne électrique. Elle ne devrait pas reprendre avant fin juillet. «Les prix du pétrole ont augmenté mardi à cause d'interruptions de la production au Canada et de l'incertitude sur les exportations de brut libyen, mais la décision de l'Opep d'accroître la production au cours des prochains mois limitera toute potentielle reprise des cours», a néanmoins relativisé Fiona Cincotta, analyste pour City Index. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires sont convenus la semaine dernière d'augmenter leur production pour atteindre collectivement «à 100%» les quotas décidés en



2016 mais qui n'ont pas été atteints en pratique. Selon l'Arabie saoudite et la Russie, cela représenterait une hausse d'un million de barils par jour, un chiffre qui ne figure cepen-

dant pas dans le document officiel final.

A. D./APS

Hydrocarbures

Entretiens à Washington entre Guitouni et des P-dg de groupes pétroliers américains

Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, s'est entretenu lundi à Washington avec les P-dg des compagnies pétrolières américaines Chevron et ExxonMobil, respectivement, Mike Wirth et Darren Woods, a indiqué hier un communiqué du ministère. Les parties ont abordé les opportunités d'affaires et d'investissements dans le domaine des industries des hydrocarbures en Algérie. Cette rencontre a eu lieu en marge de la 27^e Conférence mondiale sur le gaz qui se tient du 25 au 29 juin

dans la capitale fédérale américaine. M. Guitouni était accompagné du P-dg de Sonatrach, des présidents, respectivement, de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) et de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) ainsi que de l'ambassadeur d'Algérie aux Etats-Unis. Par ailleurs, le ministre a pris part lundi à un panel sur la géopolitique du gaz naturel, qui a réuni les P-dg des grandes compagnies énergétiques mondiales, de hauts représentants gouvernementaux, des

membres du Congrès américain et de décideurs politiques. Cette Conférence mondiale sur le gaz est l'une des plus importantes réunions mondiales de l'industrie du gaz. Conduite depuis 1931 par l'Union internationale du gaz (IGU), cette manifestation triennale vise à faire valoir l'industrie du gaz naturel tout en traitant des problématiques opportunes sur les questions stratégiques, commerciales et techniques auxquelles est confrontée toute la chaîne gazière.

Faiza. O

Secteur automobile britannique

Le Brexit plombe l'investissement

L'investissement dans l'industrie automobile britannique a diminué de moitié au cours du premier semestre de 2018, principalement en raison des incertitudes entourant le Brexit, ont annoncé hier les professionnels du secteur. Les montants investis ont atteint 347,3 millions de livres (394 millions d'euros) sur la période au Royaume-Uni, que ce soit dans les nouveaux modèles, l'équipement et les usines, soit deux fois moins qu'un an plus tôt, selon les chiffres de l'Association des constructeurs et des vendeurs d'automobiles (SMMT). L'association, qui devait tenir hier sa conférence annuelle à Londres, attribue cette tendance au flou qui règne quant à l'issue des négociations entre le Royaume-Uni et l'UE sur le Brexit, empêchant les constructeurs de se lancer dans de nouveaux projets. «Il y a une frustration grandissante dans les instances de direction quant au faible progrès des négociations», prévient Mike Hawes, directeur général de la SMMT, dans un discours qu'il doit prononcer dans la journée. «La position actuelle, avec des messages contradictoires et des lignes rouges, va à l'encontre des intérêts du secteur automo-

bile britannique qui a prospéré en étant intégré au marché unique et à l'union douanière», explique-t-il. La SMMT explique que le chiffre d'affaires du secteur a atteint un record de 82 milliards de livres en 2017, récoltant les fruits des investissements passés, mais craint un sérieux coup de frein du fait du manque de clarté sur le Brexit, à neuf mois de la sortie de l'UE. Ces difficultés interviennent en

outre au moment où les ventes d'automobiles reculent fortement dans le pays en raison d'une désaffection envers le diesel. L'industrie britannique n'a eu de cesse de réclamer le maintien dans l'union douanière et le marché unique afin d'éviter tout droit de douane néfastes aux affaires. Le secteur est exposé aux risques associés au Brexit puisqu'il dépend en grande partie des constructeurs étrangers

implantés sur son sol. Dans la foulée du vote pour le Brexit du 23 juin 2016, la SMMT avait abandonné l'objectif de 2 millions de véhicules produits par an au Royaume-Uni qu'elle s'était fixée pour l'horizon 2020, alors que l'UE absorbe la majorité des exportations de voitures fabriquées au Royaume-Uni. Les signaux d'alarme se multiplient dans les milieux d'affaires, le président de la principale orga-

nisation patronale britannique CBI ayant prévenu mi-juin que le Brexit menaçait d'extinction le secteur automobile, si le Royaume-Uni sortait de l'union douanière avec l'UE. Plusieurs grands constructeurs ont laissé planer le doute sur leurs investissements futurs comme PSA qui possède la marque Vauxhall, ou encore l'allemand BMW, propriétaire de Rolls-Royce.

S. T./Agences

Changes

L'euro baisse face au dollar

L'euro baissait hier face à un dollar, alors que tous les regards étaient tournés vers les tensions commerciales grandissantes entre les Etats-Unis d'un côté, et l'Union européenne et la Chine de l'autre. Dans la matinée, la monnaie unique européenne valait 1,1674 dollar contre 1,1704 dollar lundi à 21h00 GMT et 1,1651 dollar vendredi soir. La devise européenne reculait face à la monnaie nipponne à 128,02 yens, contre 128,48 yens lundi soir. Le dollar baissait également face à la devise japonaise à 109,65 yens, contre 109,77 la veille. Selon les analystes, l'attention du marché reste principalement fixée sur la crainte croissante d'une escalade des tensions commerciales entre les Etats-Unis et ses partenaires. Lundi, des informations de presse évoquaient un possible blocage des investissements d'entreprises chinoises dans le secteur américain

des technologies ainsi que des restrictions à l'exportation de technologies américaines vers la Chine. «L'anxiété à propos de comment les autres pourraient répliquer aux politiques protectionnistes de M. Trump va probablement dominer l'humeur du marché tout au long de la semaine», a prédit Jameel Ahmad, analyste pour FXTM. Selon lui, la décision du constructeur de motos américain Harley-Davidson de transférer une partie de sa production hors des Etats-Unis pour éviter les taxes européennes, «fournit une indication sur la manière dont les grandes entreprises prennent très au sérieux les craintes de guerre commerciale». Côté indicateurs, les cambistes s'intéresseront à l'indice de la confiance des consommateurs aux Etats-Unis pour juin, publié par la Conférence Board. Après de bons chiffres en avril et mai, «les investisseurs seront curieux de voir si les Américains

font toujours fi des gros titres sur les guerres commerciales et les repréailles, préférant se concentrer sur des préoccupations domestiques plus palpables comme le chômage ou la croissance des salaires», a expliqué Jasper Lawler, analyste pour London Capital Group. Avec un taux de chômage tombé à 3,8% en mai, les Etats-Unis n'ont pas connu un tel niveau d'emploi depuis 18 ans. L'euro, de son côté, a baissé face au dollar après avoir évolué en légère hausse durant les échanges asiatiques. La veille, la monnaie unique avait profité de la publication d'un indicateur légèrement meilleur que prévu sur l'économie allemande. Selon le baromètre Ito, le moral des entrepreneurs de ce pays a reculé en juin à 101,8 points, contre 102,3 points le mois précédent, mais s'est situé légèrement au-dessus des attentes du consensus d'analystes Factset (101,6).

R.E.

Saison estivale à Skikda

Les plages prises d'assaut depuis le début du mois

■ Pas moins de 174 855 vacanciers ont afflué sur les plages de la wilaya de Skikda depuis le début du mois de juin, a révélé avant-hier le directeur local de la Protection civile, le commandant Said Meghouche.

Par Walid B.

« La plupart des vacanciers enregistrés ont afflué vers les plages des communes de Skikda et Collo », a-t-il indiqué en marge de la cérémonie officielle d'ouverture de la nouvelle saison estivale au niveau de la plage Larbi Ben M'hidi (à l'Est de Skikda). Il a précisé que durant cette même période, la Protection civile a procédé à 105 interventions ayant permis de sauver 67 personnes de la noyade, dont 17 enfants. Parmi les personnes secourues, 20 ont été transférées dans des structures de santé de proximité, a relevé le commandant Meghouche, déploré la perte durant cette même période, d'un jeune de 18 ans, originaire de la commune d'El Bouni dans la wilaya d'Annaba, au niveau de la plage

non gardée de Sidi Okacha, dans la commune d'El Marsa. La direction de la Protection civile de la wilaya de Skikda a mobilisé, par ailleurs, à l'occasion de la saison estivale 2018, de nombreux moyens humains et matériels dont 20 plongeurs, 120 agents professionnels, 250 agents saisonniers, 7 canots pneumatiques et 9 ambulances pour assurer la sécurité des vacanciers pendant. De son côté, Larbi Mechri, directeur local du Tourisme et de l'Artisanat, a affirmé que pendant l'actuelle saison estivale, deux nouveaux hôtels d'une capacité totale de 286 lits ont ouvert à Larbi et Filfila, en plus de la mise en place d'un camp de vacances pour les familles, d'une capacité de plus de 100 tentes et 300 lits à Collo, à l'ouest de Skikda. Lors de la cérémonie officielle d'ouverture de la saison estivale, un défilé regroupant les jeunes des maisons de jeunes des 38 communes de la wilaya, les scouts musulmans et les adhérents des clubs culturels et sportifs, a



sillonner la route côtière Larbi Ben M'hidi en présentant des spectacles folkloriques de baroud et de fantasia. L'événement a été marqué également par des expositions de produits traditionnels avec la

participation de divers partenaires et des clubs sportifs spécialisés dans les sports nautiques. A noter qu'à l'occasion de la nouvelle saison estivale dans la wilaya de Skikda, forte d'un littoral de 140 kilomètres de long,

pas moins de 23 plages ont été ouvertes à la baignade sur un total de 48 plages, dont celle de Larbi Ben M'hidi, s'étendant sur une longueur de 20km et qui représente la plus grande plage du pays. **W. B.**

Transport urbain

L'Etusa établit un programme spécial été à partir du 1^{er} juillet

L'Établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a établi un programme spécial pour la saison estivale 2018 touchant le réseau régulier ainsi que les dessertes sur les plages qui débutera le 1^{er} juillet 2018, a-t-elle indiqué avant-hier dans un communiqué. Pendant les jours ouvrables (du dimanche à jeudi), le service jour du réseau bus de l'Etusa couvrira un total de 140 lignes avec 342 brigades. Durant le week-end, le réseau bus de l'Entreprise comptera 137 lignes avec 152 brigades pour la journée du ven-

dredi, tandis que la journée du samedi sera renforcée par deux lignes de plus pour atteindre 139 lignes avec 220 brigades, a précisé la même source. Quant au service de nuit, l'Etusa compte couvrir 21 lignes avec 22 brigades. S'agissant du Plan Bleu, 14 dessertes, au total sont programmées vers les plages de la capitale, il entrera en vigueur à partir du dimanche 1^{er} juillet est sera réajusté en fonction du trafic réel qui sera observé, a ajouté le communiqué. Ce plan comprendra l'exploitation de 5 lignes régulières vers les

plages de Ain Benian/Staouéli, Rais Hamidou, Ain Taya, Sidi Fredj, à partir de stations de Place de 1^{er} mai, la station de 2 mai, Place des Martyrs, El Harrach et Chevale. Ainsi neuf autres lignes spéciales sont programmées à partir des nouvelles cités à savoir cité Haouch El Gazouz, Chaiba (Birtouta), Mohamed Maouch (Ouled Fayet), Abziou 2 (Douéra), Sidi M'Hamed et cité Ain El Malha (Ain Naadja) vers les plages de Zéralda dans la banlieue Ouest d'Alger, a conclu la même source. **B. R.**

Dangers de la consommation de drogues

Des portes ouvertes au jardin Sofia pour la sensibilisation des jeunes

Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont organisé avant-hier au jardin Sofia, à Alger, des portes ouvertes sur les dangers de la consommation de drogues. L'organisation de ces portes ouvertes est intervenue à l'occasion de la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues célébrée par l'Algérie le 26 juin de chaque année en vue de « jeter la lumière sur les effets psychologiques et sociaux » de la consommation des drogues, outre les efforts déployés par les services de la police en matière de prévention et de dissuasion afin de faire face à ce fléau dans les milieux juvéniles, a indiqué le Commissaire divisionnaire, le chef du service de wilaya de la police judiciaire, Sidhoum Hassan. « Conformément au principe de la police de proximité, il existe des services spécialisés activant sur le terrain à l'instar des cellules

d'écoute installées au niveau des 13 circonscriptions administratives, des brigades de lutte contre le trafic illicite de drogues et de psychotropes, des brigades de protection des catégories vulnérables et des brigades de la police scientifique relevant du service de wilaya de la police judiciaire », a souligné le même responsable lors de l'ouverture de ces portes auxquelles ont participé des groupes des Scouts musulmans algériens (SMA). Indiquant que les cellules d'écoute organisent des campagnes de sensibilisation de proximité au niveau des établissements scolaires, des centres de formation professionnelle, des maisons de jeunes et des espaces publics, M. Sidhoum a fait savoir que 28 cas de toxicomanie ont été accueillis lors des 5 premiers mois de l'année en cours dont 21 ont été transférés vers des centres spé-

cialisés contre 84 cas en 2017, ajoutant que 136 campagnes de sensibilisation ont été organisées lors de la même période. Le Commissaire divisionnaire a salué dans ce sens l'« action de coordination » effectuée par les services compétents avec les partenaires sociaux. Concernant l'activité des services de la wilaya d'Alger durant le dernier mois de ramadhan, le Commissaire divisionnaire a présenté au nom du Chef de la Sûreté de la wilaya d'Alger, le contrôleur de police Noureddine Berrachdi un bilan marqué, a-t-il dit, par l'organisation et la sérénité notamment en ce qui concerne la régulation de la circulation durant les nuits ramadanesques. Le nombre des accidents a reculé, a-t-il ajouté, de 53 accidents en 2018 à 74 accidents en 2017 faisant 69 blessés contre 65, pendant que le nombre de morts a augmenté cette année à 3 morts contre 1

seule en ramadhan dernier. Concernant l'action dissuasive des services de sûreté de la wilaya, le responsable a fait état de plus de 9 000 infractions dressés et 2 661 retraits de permis de conduire (3019 en 2017). Plusieurs descentes ont été effectuées durant le mois sacré ce qui a permis de contrôler plus de 31 000 personnes et 18 000 voitures à même de déferer 3 300 personnes devant la justice. Les éléments de la sûreté ont saisi, en outre, 3 549 Kg de kif traité, 11 gr d'héroïne et 89 gr de cocaïne. M. Berrachdi a fait état, en outre, de 3367 affaires liées aux crimes et à la violence. Il a mis en avant, dans ce sillage, l'action de proximité et de sensibilisation des services de sûreté de la wilaya durant les heures d'El Iftar à travers les centres de contrôle et l'installation de tentes d'El Iftar partagées entre la police et les citoyens. **F. H.**

Triche au BEM et Baccalauréat à Mila Neuf affaires liées à la diffusion des sujets d'examen enregistrés

LES SERVICES de la sûreté de wilaya de Mila ont enregistré 9 affaires liées à la diffusion de sujets des examens du BEM et du baccalauréat sur Internet avant la fin de la période légale du déroulement des épreuves, ont fait savoir avant-hier ces mêmes services.

Ces affaires ont été révélées lors d'une conférence de presse organisée par le chef de la sûreté de wilaya, le commissaire divisionnaire Mourad Zenati, et les chefs de la sécurité publique et de la police judiciaire pour faire état du bilan de la sûreté de wilaya durant le premier semestre de l'année en cours. Les mêmes services ont également précisé que 2 cas de diffusion de sujets via le web concernent l'examen du BEM, ajoutant qu'une fille, impliquée dans l'une de ces deux affaires, a été présentée, dimanche, devant les autorités judiciaires, qui ont ordonné la poursuite des investigations pour débusquer ses complices. S'agissant de l'examen du baccalauréat, les mêmes services ont enregistré 7 affaires dont 4 ont été signalées le dernier jour des examens, relatives à la diffusion des sujets avant la fin de la période légale (équivalant à la moitié de la durée de l'examen), indiquant que l'enquête est en cours pour mettre la main sur les coupables en vue de les traduire devant la justice. **Y. S.**

Tébessa

1,2 milliard de DA pour renforcer l'approvisionnement en eau potable des habitants

■ La wilaya de Tébessa a bénéficié, dans le cadre d'un plan national d'urgence, d'un montant de 1,2 milliard DA pour améliorer et renforcer l'approvisionnement en eau potable des habitants de cette wilaya frontalière, a indiqué, lundi à l'APS, le directeur de l'Office national de l'assainissement (ONA), Mustapha Saoud.



Par Lyes B.

Cette enveloppe financière sera destinée à concrétiser plusieurs opérations pour ren-

forcer l'alimentation en eau potable des citoyens dans six communes qui souffrent de perturbations dans l'alimentation de cette denrée vitale, a précisé le même responsable, soulignant

que ces opérations seront lancées «dès cette saison estivale». Dans les détails, la même source a déclaré que le chef-lieu de wilaya, qui compte environ 220 000 habitants, a bénéficié d'une enveloppe financière estimée à 100 millions DA, allouée pour la réalisation de six puits profonds et l'installation de conduite, sur 17 km linéaires, reliant ces puits au réservoir principal de la ville. Il a ajouté que la commune d'Ouenza a bénéficié d'un projet de réalisation d'une station d'épuration d'eau, et son raccordement à un réservoir d'une capacité de 5 000 m³, indiquant que, dans la commune d'El-Aouinet, trois nouveaux

puits seront réalisés et raccordés à la station de pompage Ain Zaroug de la commune de Hammamet pour alimenter les habitants de cette collectivité locale, au titre de ce programme national d'urgence. Un investissement financier de 150 millions DA a été réservé pour ce projet, a-t-on noté. Dans la commune de Bir El-Ater, il est attendu, dans le cadre de ce plan d'urgence, la réalisation d'une station de pompage d'eau, d'une capacité de 120 litres/seconde, avec l'objectif de renforcer les efforts déployés dans l'approvisionnement des habitants de cette collectivité locale. Aussi, un

projet de transfert d'eau, depuis la commune de Griguer vers Chréa, avec une capacité de pompage de 40 à 60 litres/seconde, sera financé à partir du montant alloué dans le cadre du programme d'urgence d'approvisionnement en eau, a ajouté M. Saoud, détaillant que cette opération a nécessité un investissement de l'ordre de 250 millions DA. La commune de Hammamet a également bénéficié d'un projet de réhabilitation du réseau d'alimentation en eau potable pour pallier les fuites d'eau signalées et améliorer la dotation des habitants en eau potable pour un montant de 100 millions DA, a-t-on soutenu. Dans le même contexte, le chef de l'exécutif local, Atallah Moulati, a indiqué dimanche, au cours d'une réunion de coordination consacrée au programme de préparation de la saison estivale, que cette wilaya a bénéficié d'un projet de transfert de l'eau à partir du barrage Boukhroufa de la wilaya d'El Tarf, via le barrage Ain Dalia (Souk Ahras) vers le barrage Mellague, à El Ouenza à Tébessa, sur 180 km. Le wali a précisé que l'Agence nationale des barrages (ANB) lancera «bientôt» les travaux de ce projet devant appuyer l'alimentation en eau potable des habitants, l'irrigation agricole, et alimenter les unités industrielles. Le même responsable a insisté sur l'importance de lutter contre les branchements illicites et les fuites d'eau qui «freinent» les efforts déployés dans l'amélioration des services.

L. B./APS

Constantine

Hausse «considérable» des capacités de stockage des céréales

Les capacités de stockage des céréales dans la wilaya de Constantine ont connu, en cette campagne moisson-battage, «une augmentation considérable» par rapport à la précédente campagne agricole, a indiqué le wali, Abdessamie Saidoune. Au cours de la cérémonie de lancement de la campagne moisson-battage, à partir de l'exploitation agricole de Kadri Brahim, sur les hauteurs d'Ain El Bey, le même responsable a précisé que les capacités de stockage de céréales qui ne dépassaient pas l'année dernière 1,2 million de quintaux à travers 13 points, ont atteint actuellement 2 millions de quintaux à la faveur de l'entrée en exploitation de deux silos dans les communes d'El Khroub et Beni H'midene. La réalisation de ces deux nouveaux points de collecte, d'une capacité de stockage globale de 800 000 quintaux, a contribué à «répondre aux préoccupations des céréaliculteurs, souvent confrontés à des difficultés de stockage et de conditionnement des récoltes», a soutenu M. Saidoune, lors

de cette cérémonie organisée en présence de plusieurs cadres de ce secteur dont des représentants de la Direction des services agricoles (DSA), de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) et de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA). La campagne moisson-battage pour cette année a démarré sur fond de prévisions optimistes qui tablent sur une récolte céréalière «record» devant atteindre 2 millions de quintaux, avec un rendement moyen de 27 qx/ha. La dernière campagne moisson-battage a été marquée par une production de l'ordre de 1,2 million de qx et un rendement de 15 qx/ha, a rappelé le directeur des services agricoles (DSA), Yacine Ghediri. Les responsables de ce secteur prévoient également une hausse «significative» des quantités de céréales qui seront engrangées au titre de la saison agricole 2017-2018 avec la collecte de 1,8 million de quintaux contre 900 000 quintaux recen-

sés lors de la campagne précédente, a ajouté la même source. La campagne agricole en cours devra toucher une superficie globale de 81 540 hectares, à savoir 54 100 hectares réservés au blé dur, 19 350 hectares pour le blé tendre, 6 975 hectares consacrés à l'orge et 1 115 hectares pour l'avoine, a détaillé M. Ghediri. Le nombre de crédits financés au titre de la saison en cours a atteint 1 654, ayant permis la mobilisation d'un montant global de 2 milliards de dinars, ont rappelé les services de la DSA, signalant que 190 moissonneuses batteuses relevant des secteurs public et privé ont été mobilisées pour garantir la réussite de cette campagne. L'exploitation agricole Kadri Brahim prévoit la réalisation, cette année, d'une production céréalière estimée à 14 450 quintaux, toutes espèces confondues, sur une superficie de 470 hectares réservés à cette culture parmi sa surface globale évaluée à 940 hectares, selon des données présentées sur les lieux.

Hocine A.

Tissemsilt

Le parc hôtelier renforcé par 200 lits

Le parc hôtelier de la wilaya de Tissemsilt sera renforcé, dès la fin de l'année en cours, par deux hôtels et l'extension d'un motel offrant un total de 200 lits, a-t-on appris du directeur du tourisme et de l'artisanat. En marge de la manifestation «portes ouvertes» sur le secteur, organisée à l'occasion de la Journée nationale du tourisme célébrée le 25 juin, Abdelkayoum Ledraâ a indiqué qu'il s'agit d'un hôtel 4 étoiles au chef-lieu de wilaya composé de 100 chambres totalisant 150 lits. Cette infrastructure, dont la concrétisation a nécessité une enveloppe de 400 millions DA au titre de l'investissement privé, devra générer plus de 80 emplois permanents, a-t-il ajouté. La ville de Theniet El Had sera dotée, à son tour, d'un hôtel de 48 lits générant 30 emplois permanents. A noter que cet hôtel

est aussi réalisé au titre de l'investissement privé pour un coût de plus de 340 millions DA. Il est prévu également l'achèvement, avant la fin de l'année en cours, des travaux d'extension du motel de Tissemsilt d'une capacité de 40 lits. Le parc hôtelier de la

wilaya s'est doté, l'an dernier, de deux hôtels de 200 lits à Tissemsilt, a rappelé M. Ledraâ, soulignant que la capacité d'accueil de la wilaya devra doubler dans les trois prochaines années pour atteindre 1 200 lits, à la faveur de la réception de projets

touristiques qui ont été approuvés par les autorités de la wilaya, en attendant le lancement de la réalisation de deux complexes touristiques à Theniet El Had et à Sidi Slimane. La cérémonie de la célébration de la Journée nationale du tourisme a été marquée

par des «portes ouvertes» sur le secteur, mettant en exergue les activités des agences touristiques et de voyages activant dans la wilaya et la présentation de modèles d'investissement en hôtellerie et artisanat.

A.O.

Bordj Bou-Arréridj

Etablissement d'un programme d'extension des surfaces irriguées

Un programme portant extension des surfaces irriguées en utilisant les eaux traitées par la station d'épuration des eaux usées (STEP) vient d'être établi dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles. Selon cette source, l'exploitation des eaux des STEP vise à s'affranchir des conditions climatiques, à augmenter la production agricole et renforcer l'alimentation en eau potable au profit des citoyens. Une STEP est, à ce titre, en cours de réalisation au pro-

fit des communes orientales de la wilaya, a-t-on ajouté, soulignant le chantier de réhabilitation de la STEP, implantée à l'entrée sud de la wilaya, mobilisant une enveloppe financière de plus de 300 millions de dinars. La même source a signalé que les opérations d'irrigation agricole dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj ont connu «une forte baisse» au cours des deux dernières années, due au tarissement des eaux souterraines et une faible pluviométrie. Cette situation a eu des répercussions négatives sur l'activité agrico-

le et a contraint de nombreux professionnels du secteur à mettre «en veilleuse» leurs activités agricoles. Il est à noter que la surface irriguée à Bordj Bou-Arréridj est de 7 000 hectares, ce qui représente près de 3,27% seulement de la surface agricole utile de la wilaya. Consacrant un total de 113 000 ha à la céréaliculture, cette wilaya ne dispose que de six retenues agricoles destinées à l'irrigation de 800 ha, a indiqué la même source.

R. R.



Libye

L'ONU déterminée à appuyer les parties prenantes pour mettre fin à la crise

■ Le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a déclaré à New York que l'organisation onusienne était déterminée à soutenir les acteurs du conflit libyen pour mettre fin à la crise qui dure depuis sept ans.

Par Sara H.

« **E**n Libye, les Nations unies se sont engagées à soutenir les acteurs nationaux à trouver une solution pacifique à la crise », a déclaré M. Guterres lors d'une réunion du Conseil de sécurité sur la paix et la sécurité dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (Mena), convoquée par la Russie. Le chef de l'ONU a appelé toutes les parties prenantes en Libye à continuer d'apporter leur soutien à son émissaire, Ghassan Salamé, dans ses efforts de médiation, relevant que tous les Libyens aspiraient à mettre fin au conflit ainsi qu'à la période de transition. Le succès politique en Libye, a-t-il soutenu, devrait permettre à ce pays de jouer son plein rôle dans le règlement de la crise migratoire. Le chef de l'ONU qui s'exprimait sur la situation précaire dans certains pays de la région Mena, a indiqué que « l'intégrité territoriale des pays comme la Libye, la Syrie, et le Yémen est menacée ». « Des millions de personnes ont été déplacées de force (...) L'impact de cette instabilité s'est propagé jusqu'aux pays voisins et au-delà », a-t-il ajouté. « Nous constatons de nombreuses lignes de clivage à l'œuvre, anciennes et nouvelles qui se croisent et génèrent une énorme volatilité dans la région », a expliqué M. Guterres qui cite à ce titre « le conflit israélo-palestinien, la résurgence des rivalités de la guerre froide, la division sunnite-



chiite, les schismes ethniques et d'autres confrontations politiques ». Guterres a relevé que « le conflit israélo-palestinien demeure au centre du bourbier du Moyen-Orient » et qu'une solution à deux Etats était essentielle pour la stabilité de la région. « Les récentes tensions et violences à Ghaza nous rappellent la précarité de la situation dans cette région », a-t-il poursuivi, affirmant qu'un soutien international était nécessaire pour mettre en place les conditions propices à la relance du processus de paix au Moyen-Orient. Evoquant le Yémen, le chef de l'ONU a rappelé que ce pays

connaît un conflit prolongé aux dimensions régionales, en formulant le souhait que le cadre de pourparlers proposé la semaine dernière par son envoyé spécial, Martin Griffiths, puisse permettre la reprise des négociations pour une sortie de crise. Pour la Syrie, le SG de l'ONU a lancé un appel aux parties au conflit pour collaborer sérieusement avec l'émissaire Staffan de Mistura dans le cadre du processus de Genève. Ce débat sur la situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est destiné à « examiner, sous une perspective large, les causes profondes des conflits qui sévis-

sent dans la région », a souligné la délégation russe dans une note rendue publique. La Russie qui a convoqué cette réunion a souligné, dans la même note, le caractère déstabilisant des conflits au Moyen-Orient et en Afrique du Nord qui ont des incidences non seulement sur la situation militaire et politique de la région mais aussi sur les relations internationales en général. L'objectif étant d'élaborer une riposte aux menaces contre la paix et la sécurité internationales, en concentrant les efforts sur une action collective, dans laquelle le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies

doit jouer un rôle déterminant, a expliqué la Russie qui assure la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de juin. La délégation russe a appelé à ce que « les mesures unilatérales ne prennent pas le pas sur les mesures collectives approuvées par l'ONU » tout en insistant sur « l'inviolabilité des principes primordiaux de la souveraineté des Etats ». La Russie, qui s'oppose au départ du président syrien Bachar al-Assad, tient à centrer ce débat sur la question « de prévenir les décisions extralégales concernant les changements de régime au Moyen-Orient », selon le même document. S. H./ APS

Sahara occidental

Le Polisario rejette les propositions visant à étendre l'accord d'association UE-Maroc

Le Front Polisario a rejeté catégoriquement les propositions de la Commission européenne visant à étendre l'accord d'association UE-Maroc au Sahara occidental, a déclaré son représentant auprès de l'Union européenne (UE), Mohamed Sidati. Dans une lettre signée par 89 organisations et associations sahraouies et étrangères, le Front Polisario a fait part, « en tant que représentant légitime du peuple sahraoui – tel énoncé dans la résolution 34/37 de l'Assemblée générale des Nations unies – de son rejet catégorique des propositions de la Commission européenne visant à étendre la couverture de l'accord d'association UE-Maroc au Sahara occidental, que le Maroc occupe illégalement depuis plus de quarante ans maintenant ». « Le Polisario n'a jamais été consulté par la Commission dans ce processus », écrit-on dans la lettre, soulignant que « toute déclaration contraire est fautive ». En outre, soutient-on, le processus de consultation élargi mené par la Commission concernait uniquement des acteurs directement liés au gouvernement marocain. Cela dit, « cette approche était en contradiction flagrante avec la décision de la Cour de justice de l'Union européen-

ne (CJUE), qui établissait clairement la nécessité du consentement du peuple sahraoui dans le processus. Cela n'a pas été réalisé et a été communiqué à la Commission par un grand nombre d'organisations de la société civile sahraouie ». Malgré de multiples tentatives visant à saper le statut juridique du Front Polisario, la CJUE a été claire : « Le Sahara occidental jouit d'un statut séparé et distinct du Maroc ».

De nouveaux litiges à craindre

Le Front Polisario craint aussi que l'approche actuelle de la Commission entrainera « de nouveaux litiges et ne sera certainement pas dans le meilleur intérêt de l'UE. Il n'y a pas moyen de contourner cela ». Le représentant légitime du peuple sahraoui dit préférer « éviter de prendre d'autres mesures longues devant les tribunaux et encourager les efforts à se concentrer sur ce qui compte vraiment : la réussite du processus politique – dirigé par l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, M. Horst Kohler – pour une solution durable au conflit du Sahara occidental ». A ce titre, « l'UE a un rôle clé à

jouer pour soutenir le processus politique. Mais son comportement à l'égard des accords commerciaux entre l'UE et le Maroc le met en péril », avertit le Front Polisario, contrebalançant les affirmations de la Commission selon lesquelles « les amendements auraient un impact limité sur le processus politique ». En tant que partie à ce processus, « ce sera dommageable », assure-t-on. Dans un moment aussi critique, dit-on, « l'UE devrait arrêter de signer un accord commercial avec le Maroc qui inclut le Sahara occidental ». Au lieu de cela, préconise-t-on, « l'UE devrait utiliser tous les moyens crédibles pour encourager le Maroc à revenir à la table des négociations, et non pour lui présenter des incitations à neutraliser les pourparlers de paix ». Les amendements commerciaux proposés par l'UE « vont non seulement à l'encontre du droit international, mais récompensent également le Maroc pour son occupation, mais manquent une opportunité stratégique : l'UE devrait encourager les progrès dans le processus politique en développant un paquet commercial global qui profite aux deux parties du processus de négociation politique – un dividende pour la paix ». Par ailleurs, le Polisario réitère son intention

de s'engager « de manière constructive avec l'UE sur un dialogue global répondant aux besoins du peuple sahraoui et respectant notre droit à l'autodétermination. La perspective d'un accord de paix mutuellement convenu offre l'opportunité d'une conclusion juste et rapide d'un accord commercial qui profitera à toutes les parties ». La lettre adressée à la Commission européenne a été signée par pas moins de 89 associations et organisations de la société civile sahraouie, française, espagnole et belge activant notamment dans la défense des droits de l'homme. Il s'agit, entre autres, du Comité pour la défense du droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental (CODAPSO), le Collectif des défenseurs sahraouis des droits de l'Homme (CODESA), et de l'Association pour la surveillance des ressources et la protection de l'environnement au Sahara occidental (AMR-PENWS). Le 11 juin, la Commission européenne a présenté au Conseil deux propositions visant à étendre la couverture de l'accord d'association UE-Maroc au Sahara occidental, que le Maroc occupe illégalement depuis plus de quarante ans maintenant.

Farid M./Agences



Turquie

Erdogan conforté dans sa ligne politique dure

■ Les pouvoirs renforcés dont sera doté le président Recep Tayyip Erdogan après sa victoire aux élections en Turquie devraient le conforter dans sa ligne politique dure, estiment des experts.

Par Rosa C.

Les élections marquent en effet le passage d'un système parlementaire à une hyper-présidence sous laquelle le chef de l'Etat détiendra l'ensemble du pouvoir exécutif et pourra gouverner par décrets afin de contourner le Parlement.

«Fort de sa nouvelle légitimité politique, Erdogan va enfin instaurer le régime présidentiel et s'engager dans une politique d'affirmation de soi sur le plan national et international», estime Jana Jabbour, docteure associée au CERIS/Sciences Po.

Les élections de dimanche se tenaient un peu plus d'un an seulement après le référendum d'avril 2017 au cours duquel ce changement de système voulu par le chef de l'Etat a été adopté.

M. Erdogan était en campagne quasi-permanente depuis deux ans, d'abord militant pour la victoire du «oui» au référendum, puis pour les élections, initialement prévues en novembre 2019.

Durant cette période, le chef de l'Etat a mené une politique implacable contre ses opposants dans le cadre des purges menées après le putsch manqué



de juillet 2016, suivi d'une répression sous azimuts qui a fortement tendu ses relations avec l'Occident.

Cette situation avait conduit, en amont du référendum, à une grave crise avec l'Union européenne, qui multipliait les critiques contre des atteintes aux libertés individuelles, provoquant de vives réactions de M. Erdogan.

Selon des analystes, le chef de l'Etat a notamment joué de ces tensions pour flatter la fibre

nationaliste de l'électorat.

La victoire acquise, M. Erdogan pourrait être tenté par une politique de détente pour apaiser une société très divisée, mais une telle ouverture risque de se heurter à l'opposition de ses alliés ultranationalistes du MHP, partisans d'une ligne dure notamment sur le dossier kurde.

Selon les résultats provisoires des législatives, le parti de M. Erdogan, l'AKP, a obtenu 295 sièges sur 600 au parlement et ne peut avoir de majorité sans son alliance avec le MHP, qui a créé la surprise en faisant élire 49 députés.

«Parce qu'il est redevable au

MHP au Parlement, il sera difficile pour (Erdogan) de passer en force, d'améliorer la liberté d'expression ou d'assouplir sa position sur la question kurde», estime Asli Aydinbasbas, experte au Conseil européen des relations internationales.

«Je pense (qu'aller dans ce sens) sera hors de question du fait de ces résultats», poursuit-elle.

Craignant un clivage supplémentaire de la société, le principal rival du chef de l'Etat sortant à la présidentielle, Muharrem Ince (CHP, social-démocrate) a appelé M. Erdogan à être «le président de 81 millions de Turcs».

M^{me} Jabbour se montre elle aussi pessimiste sur la question : «La question kurde sera traitée d'une main de fer et de nouvelles opérations militaires contre les Kurdes en Syrie et en Irak sont à prévoir».

Selon elle, les purges prendront une «nouvelle ampleur». «Le système judiciaire sera contrôlé par Erdogan, les libertés civiles et individuelles seront limitées», ajoute-t-elle. Au cours de la campagne, poussé par les promesses de ses concurrents, M. Erdogan avait promis en cas de victoire de lever l'état d'urgence en vigueur depuis le putsch manqué.

Mais «il ne l'a mentionné qu'une fois», tempère M^{me} Aydinbasbas, qui doute qu'il tien-

ne sa promesse, même si «ce serait un immense soulagement pour les prisonniers politiques».

Sur le plan international, le ton s'était déjà nettement adouci depuis le début de l'année, M. Erdogan montrant des signes d'apaisement avec l'UE.

«Erdogan a désormais le pouvoir de normaliser (ses relations avec l'Occident) s'il le souhaite», estime M^{me} Aydinbasbas, se demandant toutefois s'il sera «assez souple» pour se lancer dans ce processus.

«Je pense qu'il y aura une tendance de la part des gouvernements occidentaux de lui accorder un nouveau crédit et de reconstruire les relations avec la Turquie maintenant qu'il semble tout-puissant», ajoute-t-elle.

Mais là aussi, l'alliance avec le MHP pourrait compliquer la situation.

«Le nouvel alignement, avec le (...) MHP, qui fait figure de sauveur d'Erdogan, va créer des problèmes avec les Etats-Unis au sujet des milices kurdes syriennes alliées de Washington en Syrie, mais considérées comme terroristes par Ankara», explique Soner Cagaptay, chercheur au Washington Institute of Near East Policy.

«M. Erdogan aura encore moins de marge de manœuvre sur ces questions qu'avant», ajoute-t-il. «Au moins à court terme».

R. C.



Points chauds

Génocide

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a quelques semaines, la Knesset (Parlement israélien) avait approuvé une proposition de la députée Tamar Zandberg, du parti d'opposition de gauche Meretz, d'organiser un débat en séance plénière sur la «reconnaissance du génocide arménien». Afin de s'assurer le soutien de la coalition de droite au pouvoir en Israël, la députée avait prévu la tenue de ce vote après les élections présidentielles parlementaires turques qui ont eu lieu dimanche. Mais, même après la réélection du président Recep Tayyip Erdogan dès le premier tour, le gouvernement israélien et la coalition au pouvoir sont toujours opposés à ce vote, a déclaré Zandberg. «Malgré les promesses et les retards (...) le gouvernement et la coalition refusent de reconnaître le génocide arménien», a écrit Zandberg sur Twitter dimanche soir, indiquant qu'elle était «forcée d'annuler le vote». Même si cette proposition ne pouvait être considérée comme émanant du gouvernement, elle aurait pu envenimer les relations déjà très détériorées entre Israël et la Turquie. Erdogan bien évidemment a immédiatement accusé Israël d'user de méthodes dignes des nazis après la mort de plus de 60 Palestiniens sous les balles israéliennes lors de manifestations et de heurts dans la bande de Gaza sous blocus le 14 mai. Le gouvernement israélien avait lui-même ajourné début juin le vote d'une loi sur la reconnaissance du «génocide arménien», officiellement par crainte que ce vote ne profite à Erdogan. Le Meretz essaie depuis 1989 de faire reconnaître les massacres d'Arméniens commis par les Turcs ottomans en 1915-1917 comme un «génocide», mais les gouvernements en Israël ont rejeté ses tentatives en raison des liens avec la Turquie qui ont évolué en dents de scie ces dernières années. Selon l'Arménie, quelque 1,5 million d'Arméniens sont morts lors de la chute de l'Empire ottoman. La Turquie rejette avec véhémence le terme de génocide, utilisé par près de 30 pays pour qualifier ces massacres. Selon Ankara, 300 000 à 500 000 Arméniens et autant de Turcs sont morts lorsque les Arméniens se sont révoltés contre le pouvoir ottoman en s'alliant avec les troupes russes. Et s'il est indéniable que les Israéliens sont loin d'avoir le luxe de se positionner du côté des nations respectueuses des droits de l'homme et de la dignité humaine élémentaire, les crimes commis par la Turquie n'en sont pas moins une réalité et les menaces et cris d'orfraie du président turc ne changent rien à cette réalité. Mais Tel-Aviv semble bien décidé à rafistoler ses relations avec Ankara, acteur de poids international avec un pied dans le Moyen-Orient et un autre en Europe.

F. M.

Thaïlande

Toujours aucune nouvelle des 12 enfants piégés dans une grotte

Des centaines de personnes étaient mobilisées hier pour la troisième journée consécutive dans le nord de la Thaïlande à la recherche d'un groupe de douze enfants et de leur entraîneur de football pris au piège dans une grotte inondée.

Des plongeurs de la marine thaïlandaise se relayaient pour sonder le fond de la grotte dans laquelle l'eau atteint par endroit cinq mètres de haut, en raison des fortes pluies de mousson des derniers jours.

A quelques encablures de là, installés sur de simples toiles de jute sur le terrain boueux situé près de la frontière avec la Birmanie, les parents des jeunes joueurs de foot se relayaient, eux, pour prier.

«Mon fils, je suis venue ici pour te chercher», promettait la mère de l'un des garçons en pleurs.

«J'ai prié Dieu pour eux mais dans mon cœur je sais qu'ils vont survivre. Ils sont déjà allés dans cette grotte», a raconté le père d'un autre.

Les 12 garçons membres d'une équipe de football, âgés de 11 à 16 ans, seraient entrés dans la grotte de Tham Luang, située dans le district de Mae Sai, après leur entraînement de football samedi.

«C'est une course contre la montre. Mais nous ne paniquons pas», a dit le ministre de l'Intérieur Anupong Paojinda, arrivé sur place hier.

Tout juste de retour d'un voyage au Royaume-Uni et en France, le chef de la junte Prayut Chan-O-Cha a indiqué qu'il avait demandé la «mobilisation de tous» pour les retrouver vivants.

La grotte est accessible par un chemin très pentu puis s'étend ensuite sur plusieurs kilomètres de galerie. Les recherches sont menées par trois équipes. L'une s'attelle à l'extérieur à rechercher une autre entrée pour la grotte, puis deux équipes sont à l'intérieur dont une équipe de plongeurs, a constaté un journaliste de l'AFP.

«Notre équipe est descendue très tôt ce matin et va explorer le fond de la grotte. Il n'y a pas de réseau à l'intérieur donc nous devons attendre que l'équipe remonte», a annoncé sur sa page Facebook la marine thaïlandaise.

Dans l'après-midi, l'armée a également commencé à construire un barrage pour faire obstacle à l'eau qui descend de la montagne et continue d'arriver dans la grotte, selon un responsable de la région. Il pleuvait encore sur cette région très

reculée du nord de la Thaïlande et d'autres précipitations sont prévues dans les heures qui viennent.

Les premières journées de recherche n'ont pas permis de découvrir la moindre trace du groupe à l'intérieur. Les autorités pensent qu'ils pourraient avoir trouvé refuge un peu plus loin dans cette grotte longue de plusieurs kilomètres, afin d'échapper à la montée des eaux.

C'est une mère de famille qui a donné l'alerte, ne voyant pas revenir son fils samedi soir après l'entraînement de football. Leurs affaires – vélos et chaussures – ont été retrouvés quelques heures plus tard juste à l'entrée de la grotte, située dans un grand parc. Les recherches ont commencé dès samedi soir mais ont dû être interrompues à cause de la nuit. Entretemps, le niveau de l'eau dans la grotte a fortement monté, rendant les recherches difficiles et nécessitant l'intervention de plongeurs pour passer dans les parties inondées et boueuses.

En 2007, six touristes étrangers et leurs deux guides thaïlandais ont été tués après avoir été emportés par des inondations éclairs dans une grotte du parc national de Khao Sok, dans le sud de la Thaïlande.



Symposium international des arts plastiques à Khenchela



Des toiles d'amour et de paix exposées au public

■ Des toiles de peinture aux dessins incarnant l'amour et la paix ont suscité l'enthousiasme lors du Symposium international des arts plastiques, organisé depuis lundi à l'initiative de l'association de wilaya des arts plastiques «Lamasat».

Par Abia Selles

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation internationale, à laquelle participent des artistes algériens et de plusieurs pays arabes tels que la Tunisie, le Liban, l'Irak et la Jordanie, a été présidée par le wali de Khenchela, Kamel Nouicer, et ce, à l'occasion de la Journée nationale du tourisme. Citoyens et autorités locales ont visité les différents pavillons de l'exposition, tenue au siège de l'Office des établissements de jeunes (Odej) de Khenchela, offrant à la contemplation de nombreuses peintures, dont les auteurs ont donné des éclaircissements au sujet de leurs œuvres artistiques. Par ailleurs, en marge de

la cérémonie d'ouverture, Zahia Kaci, une artiste plasticienne venant d'Alger et qui participe avec trois tableaux, dont l'un représente une assiette entourée de cuillères, a déclaré à l'APS que cette création symbolise l'amour de la famille et des retrouvailles entre proches ainsi que les valeurs de solidarité et d'entraide dans diverses occasions, à l'instar de la préparation de Yennayer. Pour sa part, le sculpteur et calligraphe libanais Naâmane participe pour la deuxième fois à cet événement en Algérie, avec des sculptures sur des mines de crayon, un art nécessitant, selon lui, beaucoup de concentration et de précision. Parmi les œuvres avec lesquelles cet artiste a participé à cet événement, un crayon dont

la mine représente une réplique d'El Qods et un autre représentant une colombe, des œuvres symbolisant la liberté, la paix et le refus de la violence. Selon Fouad Belaâ, président de l'association «Lamasat», initiatrice de cet événement international qui a pour slogan «L'art, langue de la paix», la manifestation se poursuivra jusqu'au 29 juin en cours, et comprendra des ateliers d'art et des peintures murales dans les établissements scolaires et entreprises publiques de la wilaya de Khenchela.

A. S./APS

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Théâtre de Verdure Laâdi-Flici (Bd Frantz-Fanon, Alger)

Mercredi 27 juin à 20h30 :

Keral Production présente un concert rap avec Riles.

Jeudi 28 juin à 20h30 :

Concert de Tiken Jah Fakoly. La vente des billets (prix 2 500 DA) est ouverte depuis le 2 juin à la librairie «L'Arbre à dire» de Sidi Yahia. Tous les jours de 11h à 19h (sauf le vendredi).

Institut français d'Alger (Alger-Centre)

Mercredi 27 juin à 18h :

Dans le cadre de la semaine corse, projection du film «Une vie violente» de Thierry de Perreti (France, 2017), en présence du réalisateur.

Réservation : filmunevieviolente2018.alger@if-algerie.com

Basilique de Notre-Dame d'Afrique (Bologhine)

Concert de polyphonies corses avec le trio Soledonna (Patrizia Gattaceca, Patrizia Poli, Lidia Poli). Réservation : polyphoniescorsesotriosoledonna2018.alger@if-algerie.com

Palais de la Culture Moufdi-Zakaria (Kouba, Alger)

Jusqu'au 30 juin :

Exposition «10 ans de prix nationaux de l'artisanat», organisée par l'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantès d'Alger, en collaboration avec le ministère de la Culture.

F. H.

L. B.

R. Z.

Commemoration du 20^e anniversaire de son assassinat

Un hommage rendu à Matoub Lounès

Des milliers de personnes se sont recueillies lundi à Taourit-Moussa, dans la commune d'Ait Mahmoud à Tizi-Ouzou, à la mémoire du chanteur Matoub Lounès, à l'occasion de la commémoration du 20^e anniversaire de son assassinat.

Hommes, femmes, jeunes et vieux, artistes, sportifs et autres acteurs politiques ayant côtoyé l'artiste, ont tous salué l'œuvre et le combat de l'artiste pour «tamazight, la liberté d'expression, la diversité et pour une Algérie démocratique».

Présent sur les lieux, le chanteur Lounis Ait Menguellet, qui a été reçu par la mère et la sœur

du défunt artiste, a déposé une gerbe de fleurs sur sa tombe, affirmant, ému, qu'il aurait aimé venir le voir dans «d'autres circonstances que celles-ci».

Plusieurs personnalités et délégations politiques, artistiques et sportives ont également fait le déplacement pour rendre hommage au «Rebelle» et saluer sa mémoire et son combat, à l'exemple du P/APW de Tizi-Ouzou, Youcef Aouchiche, du P/APC de Tizi-Ouzou, Ouahab Ait Menguellet, d'une délégation du FFS et de celle de la JS Kabylie. Pour sa part, la délégation de la JSK, conduite par son président Cherif Mellal, a remis à

la sœur du défunt artiste une immense toile représentant l'artiste, et déposé une gerbe de fleurs sur la tombe de Matoub.

Quasi inconnu du grand public, mais reconnaissable aux traits de son visage qui rappelle fortement son frère assassiné, Francis Matoub, demi-frère du «Rebelle» du côté paternel, a tenu à être de la manifestation, affirmant : «Je suis là pour partager la douleur de tous ces gens, qui est aussi ma douleur, je suis très ému par cet élan que suscite encore Lounès, ce qui prouve la justesse de son combat».

Un riche programme a été concocté pour l'occasion par la

Fondation Matoub-Lounès, dont le coup d'envoi a été un marathon intitulé «La voix de la vie», du lieu de son assassinat à Thala-Bouanane à Taourit-Moussa, suivi d'un dépôt de gerbes de fleurs et de prises de parole, et qui sera clôturé dans la soirée par un grand gala artistique en duplex avec le dernier gala du «Rebelle» au Zénith, à Paris. Né le 24 janvier 1956, Matoub Lounès, poète, chanteur, musicien, auteur compositeur et interprète, a été assassiné par un groupe terroriste le 25 juin 1998, au lieu-dit Thala-Bouanane, sur la route de Béni-Douala.

Journées du théâtre pour enfants à Naâma

Huit troupes y prennent part

Au total, huit troupes participeront à partir d'aujourd'hui aux journées de Naâma du théâtre pour enfants, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs.

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation de trois jours, à laquelle prendront part des troupes du théâtre des wilayas de Naâma, El Bayadh, Tiaret et Boumerdès sous le slogan «Spectacle et créativité», prévoit à la maison de la culture «Ahmed-Chami» de Naâma la présentation de la pièce «El Kenz El maïqoud» (Le trésor perdu) de l'association «Tagrar» de Tlemcen, a indiqué le président de l'association locale

«Choumouaa» d'arts dramatiques, Kada Gabiz. Les enfants seront conviés à apprécier des représentations du 4^e art dont «Essadaka» (L'amitié) de l'association «Fhem yal fahem» de Tiaret, «Eddib el maghrou» de l'association «El Wissal» de Mecheria (Naâma) et «Taallem oua lthem» (Apprends et comprends) de la troupe «Kounouz» de Boumerdès, entre autres. Un atelier «Le petit peintre» d'enseignement des enfants aux principes des arts de dessin est prévu avec la peintre plasticienne Fathia Bahira de Naâma. L'objectif de cette manifestation, organisée en coordination avec la direction

de la Culture, est de créer une atmosphère de divertissement et d'art chez les enfants de la wilaya. Des spectacles de rire et de clowns ainsi que de conte sont programmés.

Les œuvres présentées dans le cadre des journées de Naâma du théâtre pour enfants seront suivies de débats ouverts entre les membres des troupes participantes et des associations, autour de certains aspects artistiques et créatifs de chaque représentation dont la mise en scène, l'interprétation, le texte et le décor. Les participants seront honorés à la cérémonie de clôture.

Prévu pour le 28 juin

Un spectacle de Flamenco Gypsy s'organise à Oran

L'institut Cervantès d'Oran organise un spectacle de musique et de danse Flamenco Gypsy le 28 juin prochain à la salle Maghreb.

La branche d'Oran n'est pas

en reste en comparaison avec l'Institut d'Alger qui honore en ce moment l'artisanat touareg et du M'zab. A la capitale de l'Ouest c'est la culture espagnole qui est célébrée avec ce spectacle

prévu jeudi prochain. Mettant en scène de la musique et de la danse Flamenco Gypsy ou gitane, le concert aura lieu à 19h00 à la salle Maghreb (ex-Le Régent).

L'entrée est gratuite dans la limite des places disponibles mais il vous faudra récupérer un ticket au niveau de l'Institut Cervantès d'abord.

JM-2018/ 4^e journée

La nage et la lutte offrent des médailles à l'Algérie

LES DISCIPLINES de la nage et de la lutte associée ont été à l'honneur, avec l'obtention de trois médailles dont deux en argent, lors de la 4^e journée des 18es Jeux méditerranéens de Tarragone, dont les compétitions ont pris fin, tard dans la soirée du lundi. Le nageur Oussama Sahnoune, auteur de l'une des deux médailles en vermeil de l'Algérie au 100m nage libre au côté du Karatéka Hocine Daikhi (+84kg), a été le premier à monter sur la 2^e marche du podium de l'épreuve au 50m nage libre, bouclé en 21.96 (nouveau record d'Algérie) et obtenue difficilement devant l'Egyptien Khafalla Ali (21.97) et derrière le Grec Gkolomeev Kristian, nouveau champion méditerranéen en 21.66. Sahnoune a évalué très positivement ses deux performances, indiquant que cela a été très dur. «J'ai réalisé mes objectifs. Deux médailles et surtout deux records d'Algérie, très vieux, que j'ai enfin battus. Je suis très content aussi d'avoir honoré mon pays et mon contrat», a souligné le nageur algérien. «J'ai travaillé ardemment avec mon entraîneur pour atteindre ce niveau. Mon objectif maintenant, ce sont les prochains Championnats du monde et surtout les Jeux olympiques de Tokyo-2020. Je continuerai à travailler davantage pour atteindre mes objectifs», a conclu Oussama Sahnoune. Tout comme Sahnoune, les lutteurs de gréco-romaine, Bachir Sidzara et Adem Boudjemline, à défaut de l'or, ont réussi tout de même l'argent devant des champions du monde. Dans la catégorie des (87kg), Siazara a péché par manque d'expérience dans ce genre de tournoi, après un combat complet perdu (2-1) devant le champion du monde turc Basan Methan, plus aguerri et habitué des grandes compétitions. «J'avais envie d'offrir à l'Algérie le sacre suprême. Il me manquait quelque chose que le Turc avait en plus. Malgré tout, je suis content de ma médaille et mon rendement qui m'encourage à persévérer, en prévision des prochaines échéances», a déclaré Sidzara. Son compatriote Adem Boudjemline a fait un meilleur combat dans la catégorie des 97kg contre le champion du monde français Melonin Noumonvi, face auquel il n'a cédé que lors des dernières minutes du combat (4-1). «J'avais bien contrôlé le match que j'ai mené (1-0). Connaissant bien la force de l'adversaire, j'ai essayé de le maintenir, mais malheureusement, un petit relâ-

chement de ma part lui a permis d'assurer l'or que je voyais acquis à ma cause. C'est une déception certes, mais c'est avec ce genre de défaite qu'on apprend», a souligné Boudjemline. Par contre, leur coéquipier et dans la même spécialité, Abdenour Laouni, a été malheureux face au Français Tudezca Leo (6-4), dans un match entaché par une passivité de l'arbitre qui avait lésé le lutteur algérien durant la partie. «L'arbitre devait signaler une passivité du Français au moment où l'écart était petit, mais cela n'a pas été fait, ce qui a permis au vainqueur de garder son avantage». En boxe, le pugiliste Boudia Azouz s'est qualifié pour les quarts de finale des 75kg aux dépens de l'Albanais Kajoshi Arjon. La 4^e journée a aussi été marquée par la qualification de l'équipe de handball (messieurs) en quarts de finale, après sa victoire surprise devant l'Italie 38-32. En quart, l'Algérie affrontera la Tunisie, aujourd'hui. Par contre, l'entrée en lice des lutteurs de «la libre», était en deçà des espérances, avec l'élimination de Mohamed Boudraa, sorti en demi-finale face à l'Egyptien Samy Mustapha (9-3) dans la catégorie des 74kg. Le lutteur algérien jouera mardi le repêchage pour la 3e marche du podium. Par contre, le chemin de ses coéquipiers Fares Lakal (65kg) et Mohamed Fardj (97kg) s'est arrêté aux premiers tours. L'hécatombe des Algériens s'est poursuivie avec l'élimination des autres athlètes, à l'image des six derniers de la natation, de l'haltérophile Myriem Benmiloud, 6^e dans la catégorie des 63kg avec (75kg à l'arraché et 95 à l'épaulé-jeté). Les volleyeurs n'ont pas eu la réussite qu'ils voulaient, après deux défaites, dont la dernière, lundi contre la France 3-1 (31-29, 25-16, 22, 25-23) qui les a fait sortir de la compétition. Le même chemin a été emprunté par les dames, après le second revers face au Portugal 3-0 (25-07, 25-20 et 25-20). Leur première défaite avait été enregistrée face à la Slovaquie (3-0). Les véliplanhistes continuent leur régates avec la 5^e course et n'arrivent pas à quitter les dernières loges dont une compétition dominée par les ténors de la spécialité. Après quatre jours de compétition, l'Algérie pointe à la 10^e position au tableau des médailles avec un total de six médailles (2 or, 3 argent et 1 bronze). L'Italie domine les débats avec 69 (30 or, 19 argent et 20 bronze), devant l'Espagne (12, 24, 18) et la Turquie (11, 13, 16).

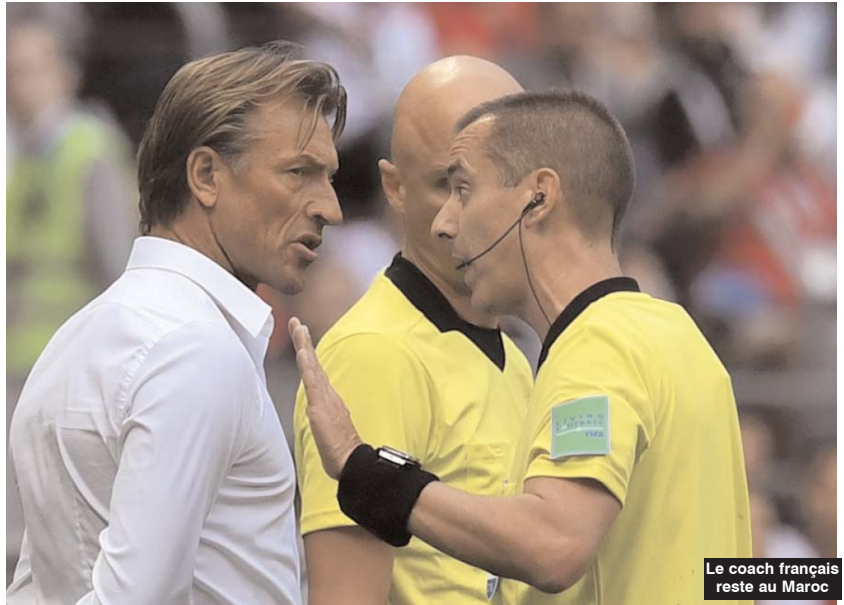
Tennis/Classement mondial féminin Inès Ibbou désormais 624^e

LA JOUEUSE de tennis algérienne Inès Ibbou a gagné une place dans le nouveau classement mondial féminin, se positionnant désormais au 624^e rang, suivant la dernière publication de la World Tennis Association (WTA) dévoilée lundi. Une deuxième progression consécutive pour la championne d'Afrique de 2015, après celle de la semaine passée, dans laquelle elle avait gagné quatre places, passant ainsi du

629^e au 625^e rang mondial. L'Algérienne de 19 ans aurait pu mieux faire, si ce n'étaient les petits soucis physiques dont elle est victime au cours des deux dernières semaines et l'ayant obligée à se retirer de deux tournois professionnels à Hammamet (Tunisie). Le classement mondial féminin est toujours dominé par la Roumaine Simona Halep, devant la Danoise Caroline Wozniacki et l'Espagnole Garbiñe Muguruza.

Equipe nationale Renard, piste écartée

■ Le coach de la sélection marocaine de football, Hervé Renard, ne viendra pas en Algérie et ne dirigera pas les Verts, même s'il figurait en bonne place pour prendre en main la sélection nationale de football.



Le coach français reste au Maroc

Par Mahfoud M.

Le patron de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, l'avait en ligne de mire après la décision du limogeage du sélectionneur national, Rabah Madjer, à la fin de la réunion du bureau fédéral. Il l'avait déclaré ouvertement, avouant que l'ancien coach de l'USM Alger et double champion d'Afrique des nations avec la Zambie et la Côte d'Ivoire était une des pistes qu'il souhaitait prospecter. «Renard nous intéresse fortement et nous allons prendre attache avec lui», avait-il déclaré. La FAF a, ensuite, joint l'acte à la parole, puisque le vice-président, Rebouh

Haddad, qui l'avait engagé il y a de cela trois ans à l'USMA, a pris attache avec lui. Renard aurait donné son accord de principe de prendre en main la sélection nationale s'il décidait de quitter les «Lions de l'Atlas». Le coach français était le premier sur la liste des entraîneurs qui intéressaient la FAF en compagnie de Halilhodzic et Carlos Queiroz, le sélectionneur portugais de l'Iran. Toutefois, l'intervention du président de la Fédération royale marocaine de football, Faouzi Lekjaâ, a en effet renouvelé sa confiance à Renard, et l'informant de la nécessité de poursuivre sa mission afin de «préserver sa stabilité et envisager sereinement les prochaines échéances». L'intervention du patron de la

FRM vient dans un contexte spécial, avec l'aveu de son homologue algérien de prendre attache avec lui, mais aussi de celui de la Fédération égyptienne qui a décidé de mettre fin au contrat de l'Argentin Hector Cuper. Il faut savoir que le contrat de Renard court jusqu'en 2022, et de ce fait, il ne peut partir de son propre chef. Lekjaâ a donc coupé court à toutes les rumeurs et se presse devant Zetchi qui souhaitait ramener un grand nom à la sélection pour éviter les précédentes erreurs et surtout contenter le très exigeant public algérien qui n'aurait pas à redire quoi que ce soit avec un coach qui a fait ses preuves sur le plan continental avec deux sélections différentes. M. M.

USM Alger

Le Camerounais NTouba Epoupa pressenti

L'attaquant camerounais NTouba Epoupa a débarqué dimanche soir en Tunisie en vue de subir des essais avec le club de première division algérienne de football, l'USM Alger, qui effectue actuellement un stage de préparation d'avant-saison à Gammarrth. Le finaliste de la Ligue des champions africaine de 2015 a perdu son meilleur

attaquant à la fin de l'exercice écoulé, en l'occurrence Oussama Darfalou (24 ans/18 buts en Ligue 1 Mobilis), qui est allé monnayer son talent chez les néerlandais de Vitesse Arnhem. Le club de Soustara avait donc besoin d'engager un autre buteur racé pour le remplacer. L'USMA a déjà réuni un recrutement qualitatif aux avant-

postes, en engageant le meneur de jeu Mohamed Bentiba (MC Oran) et les attaquants Zakaria Benchaâ et Aymen Mahious, respectivement ex-MC Oran et ex-CA Batna. Mais le fait de jouer les premiers rôles et sur plusieurs fronts semble avoir incité le club à vouloir se renforcer davantage, particulièrement au niveau de ce compartiment.

Né le 21 juillet 1993 à Edea (Cameroun), NTouba Epoupa est un colosse (1,90m, 90 kg) qui grâce à sa polyvalence peut jouer également sur les deux flancs de l'attaque (à droite ou à gauche), suivant les besoins de l'équipe. Epoupa, ancien joueur de Foudre d'Akonolinga (Cameroun) devra cependant commencer par convaincre le nouvel entraîneur en chef des Rouge et Noir, le Français Thierry Froger.

EN U15

La sélection en stage à Sidi Moussa

QUARANTE JOUEURS de la sélection nationale des moins de 15 ans poursuivent leur stage de préparation entamé le 24 juin au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger), a indiqué lundi la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. «Le directeur des équipes natio-

nales adjoint, Hocine Abdelazziz, et les sélectionneurs de la catégorie, Rachid Ait Mohamed et Hassen Ghoula, ont convoqué une liste de 40 joueurs», a écrit l'instance fédérale dans un bref communiqué. Le stage qui s'étalera sur cinq jours, s'achèvera le 28 juin, selon la FAF.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Sidi Bel-Abbès

Le P/APC de Ras El Ma présente sa démission

LE PRÉSIDENT de l'Assemblée populaire communale de Ras El Ma (sud de la wilaya de Sidi Bel-Abbès) a démissionné, suite à l'affaire des vidéos compromettantes publiées sur les réseaux sociaux, selon les services de ladite commune.

La même source a indiqué que le P/APC de Ras El Ma a présenté sa démission de l'APC après la protestation de 200 citoyens depuis dimanche réclamant son départ et sa sanction, en réaction à la diffusion de vidéos compromettantes le week-end dernier sur les réseaux sociaux.

Le siège de la commune de Ras El Ma est bloqué pour la deuxième journée consécutive à cause de la vague de protestation des citoyens, a-t-on fait savoir, signalant qu'un accord a été convenu avec les protestataires pour ouvrir les portes de la mairie mardi en attendant les conclusions d'une enquête.

L'enquête dans l'affaire de scènes filmées en 2013 au bureau du P/APC et diffusées sur les réseaux sociaux a été ouverte par les services de la sûreté de daïra de Ras El Ma, a-t-on appris de source sécuritaire.

R. S.

Pour les droits de l'enfant

Lancement d'un atelier de formation au profit des journalistes

LES TRAVAUX d'un atelier de formation au profit du réseau des journalistes pour les droits de l'enfant ont débuté, hier à Alger, avec pour objectif de renforcer leur rôle dans la diffusion de la culture des droits de l'enfant et leur contribution à la protection de cette frange de la société.

Organisée à l'initiative de l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance (ONPPE), en collaboration avec le bureau de l'Organisation internationale de la réforme pénale (PRI), pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), en coordination avec le ministère de la Communication, cette session est encadrée par des experts nationaux et étrangers dans la perspective de doter les journalistes en moyens et compétences nécessaires en matière de traitement des informations liées à l'enfance.

L'atelier de trois jours porte sur trois axes relatifs aux techniques de formation modernes et sera ponctuée par des conférences sur les techniques de for-

mation sur le terrain.

Présidant l'ouverture de l'atelier, la déléguée nationale à la protection de l'enfance, présidente de l'ONPPE, Meriem Cherfi, a affirmé que cette session destinée aux journalistes, troisième du genre, s'inscrivait dans le cadre d'une série de sessions de formation organisées par son instance dans le but de faire connaître les droits de l'enfant et vulgariser les programmes et politiques en vigueur. L'objectif de l'atelier est de former des journalistes spécialisés dans le domaine de l'enfance de manière à les habiliter à traiter avec professionnalisme tous les thèmes y afférents, a rappelé la même responsable, soulignant le «rôle important» des médias dans la sensibilisation à la protection de l'enfant et à la promotion de ses droits.

Le réseau des journalistes pour les droits de l'enfant a été créé lors de la première session de formation organisée par l'ONPPE en décembre dernier.

M. S.

Justice

Les concours pour les certificats d'aptitude du notariat et d'huissier les 28 et 30 juin

LES CONCOURS nationaux d'accès à la formation pour l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle du notariat et pour le certificat d'aptitude professionnelle d'huissier de justice auront lieu respectivement les 28 et 30 juin 2018, a annoncé hier le ministère de la Justice.

Le centre de déroulement des deux concours seront ouverts à partir de 07h00 du matin et l'accès aux classes d'examen est interdit à partir de 08h30 du matin pour l'examen théorique et à partir de 13h00 pour l'examen pratique quel que soit le motif du retard, a-t-on pré-

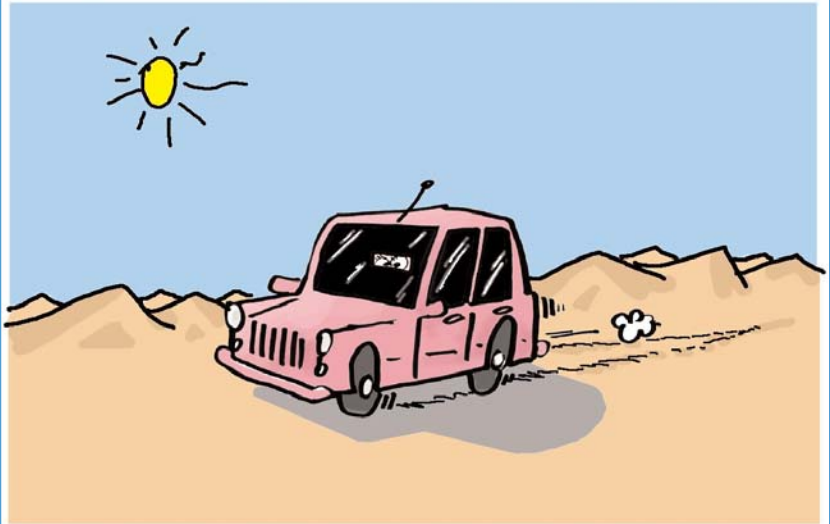
cisé de même source.

Les candidats doivent se présenter munis d'une pièce d'identité et de la convocation au concours, a ajouté le ministère de la Justice qui a prévenu que, «sous peine d'exclusion du concours, il est strictement interdit à tout candidat d'accéder aux centres d'examen avec un téléphone mobile ou tout autre appareil de communication».

Pour toute autre information supplémentaire, le ministère de la Justice a invité les personnes intéressées à consulter son site électronique:

www.mjustice.dz

Les Saoudiennes peuvent conduire une voiture



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tamanrasset

Reddition de trois terroristes aux autorités militaires

■ Trois terroristes se sont rendus mardi matin aux autorités militaires à Tamanrasset, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Par Fatiha Z.

« Dans le cadre de la lutte antiterroriste et dans la dynamique des efforts de qualité fournis par les forces de l'Armée nationale populaire visant à faire régner la sécurité et la quiétude sur l'ensemble du territoire national, trois terroristes se sont rendus, le matin du 26 juin 2018, aux autorités

militaires à Tamanrasset », a précisé le communiqué.

Il s'agit des dénommés «M'hamdi Boubakr», dit «Abou Ahmed» qui a rallié les groupes terroristes en 2010, «Ben Arouba Ennasser», dit «Abou Moussa» qui a rallié les groupes terroristes en 2014, et «Ghedir Echikh», dit «Abou Omar» qui a rallié les groupes terroristes en 2016.

«L'opération a permis, également, de récupérer deux pisto-

lets mitrailleurs de type kalachnikov, un fusil à lunette et cinq chargeurs garnis de munitions », a ajouté le communiqué.

«Ces résultats de qualité réitérent la détermination de toutes les composantes de l'ANP notamment les unités chargées de la lutte antiterroriste, à assainir notre pays des groupuscules terroristes », souligne la même source.

F. Z.

Lutte antiterroriste/ Ain Defla

Destruction d'une casemate à Skikda et d'une bombe artisanale

Une casemate pour terroristes a été détruite avant-hier à Ain Zouit, dans la wilaya de Skikda, lors d'une opération de ratissage menée par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), qui ont également détruit une bombe de confection artisanale à Ain Defla, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN), dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'opérations de fouille et ratissage, des détachements de l'Armée nationale populaire ont découvert et détruit le 25 juin

2018, une casemate pour terroristes contenant des effets de couchage à Ain Zouit, wilaya de Skikda. D'autre part, une bombe de confection artisanale a été détruite à Ain Defla », a précisé la même source. En outre, et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP, en coordination avec les services de la Sûreté nationale, «a saisi, à Tlemcen (2° RM) une grande quantité de kif traité s'élevant à 2,57 quintaux », tandis que d'autres détachements de l'ANP «ont arrêté à In Guezzam et

Tindouf, 6 contrebandiers et saisi 2,5 tonnes de denrées alimentaires, (550 litres de carburant, trois véhicules tout-terrain, (12) motocyclettes et (5) détecteurs de métaux ». Par ailleurs, des gardes-côtes «ont déjoué une tentative d'émigration clandestine de (2) personnes, à bord d'une embarcation de construction artisanale, à Annaba (5° RM) », tandis que «(33) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen (2° RM) », a rapporté, en outre, le communiqué.

B. L.

Ghardaïa

Acquittement pour le coordinateur du MDS et cinq défenseurs des droits de l'Homme

Le tribunal correctionnel de Ghardaïa a ordonné mardi, après délibération, l'acquittement au bénéfice du coordinateur du Mouvement démocratique et social (MDS) Hamid Ferhi et de cinq défenseurs des droits de l'Homme, poursuivis au motif d'ou-

trage à un corps constitué, attentent et non-respect d'une décision administrative. Lors de leur comparution le 19 juin dernier devant le tribunal, le représentant du ministère public avait requis une peine d'un an de prison assortie d'une amende, tandis que le panel de la défense avait plaidé le non-lieu. Les faits de cette affaire

remontent à juillet 2016, lorsque ces présumés accusés (le coordinateur du MDS ainsi que cinq défenseurs des droits de l'Homme) avaient exprimé leur soutien à un avocat de Ghardaïa qui devait comparaître dans une affaire liée aux événements qu'a connus la région.

A. N.